

Sahel-France/Lutte antiterroriste

Paris à l'ouvrage pour accélérer le tempo de la force du G5 Sahel

AFP
Paris/France

Celle-ci doit atteindre 5 000 hommes d'ici mi-mai.

LA ministre française des Armées Florence Parly réunissait hier à Paris ses homologues de la force militaire conjointe des pays du G5 Sahel dans l'espoir d'accélérer sa mise en œuvre alors que les groupes jihadistes ont promis de faire barrage à cet effort antiterroriste.

"Nous allons tout faire pour que le G5 Sahel ne s'installe pas" dans cette zone, a déclaré vendredi à l'AFP le porte-parole du groupe "Etat islamique dans le Grand Sahara" (EIGS). Il a revendiqué dans la foulée une série d'attaques, dont celle contre la force française Barkhane jeudi au Mali qui a fait trois blessés et celle du 4 octobre au Niger, au cours de laquelle quatre membres des forces spéciales américaines et quatre soldats nigériens ont été tués.

Face à la dégradation de la situation sécuritaire aux confins du Mali, du Burkina Faso et du Niger, les cinq pays composant le G5 Sahel (Mali, Tchad, Burkina Faso, Niger, Mauritanie) ont réactivé en 2017, avec le soutien de la France, leur projet de force conjointe, lancé en novembre 2015.



Photo : AFP

L'opération "Hawbi" en novembre dernier avait donné une indication sur les efforts à entreprendre et dont Paris cherchait hier à donner un coup d'accélérateur.

Il s'agit désormais d'"accélérer la montée en puissance" de cette force multinationale, qui doit atteindre 5 000 hommes d'ici mi-2018, explique-t-on dans l'entourage de Mme Parly.

Cinq ans après le début des opérations antijihadistes françaises dans la bande sahélo-saharienne, "l'objectif de Barkhane (4 000 hommes, nldr) est de trouver des relais" pour diminuer à terme son empreinte au sol, souligne la ministre dans un entretien à Libération publié hier. "Les Africains le disent eux-mêmes : ce problème de sécurité est d'abord le leur".

"FEUILLE DE ROUTE OPERATIONNELLE" • Avec l'appui sur le terrain de Barkhane, la force conjointe "doit être opérationnelle en 2018", insiste-t-elle, en affirmant vouloir "finaliser une feuille de route" des opérations prévues ces six prochains mois, au cours de sa réunion avec les ministres de la Défense du G5 Sahel et leurs chefs d'état-major. Une manière de répondre à l'impatience du président français Emmanuel Macron, très investi dans ce dossier et qui, en décembre dernier, a fixé pour objectif à la force conjointe "des victoires au premier se-

mestre 2018". Côté financement, les 250 millions d'euros (81,8 milliards de francs) nécessaires au lancement de la force conjointe ont été largement réunis. Outre les 10 millions fournis par chacun des États membres du G5, l'Arabie saoudite a promis 100 millions d'euros, les Émirats arabes unis 30 millions, l'Union européenne 50 millions et les États-Unis 60 millions de dollars (sous forme d'aide bilatérale). Un sommet aura lieu le 23 février à Bruxelles pour attirer de nouveaux donateurs. Mais les vrais défis de cette nouvelle force sont de na-

ture opérationnelle. L'une des priorités est d'améliorer la coordination des efforts entre des armées de pays pauvres aux "niveaux extrêmement disparates", pour qu'elles parviennent à défendre ensemble leurs frontières, explique un haut gradé français. "Faire fonctionner ensemble des armées n'est pas simple. C'est même très complexe, on le voit dans le cadre de l'Otan", souligne-t-il. "Hawbi", la première opération de la force conjointe qui s'est déroulée en novembre dernier, "nous a donné de bonnes leçons, essentiellement des faiblesses, des problèmes de coordination", mais aussi de communication et de logistique, reconnaissait début janvier le chef d'état-major de la force conjointe, le général malien Didier Dacko. Quant à l'ensemble des effectifs promis par les différents pays du G5 Sahel, "ils ne sont pas encore à la disposition du commandement. Ce sont des troupes qui existent déjà" mais "les transferts d'autorité ne sont pas encore accomplis", expliquait-il. Autre pari pour les partenaires du G5 Sahel : équiper les troupes de la force conjointe en évitant une "dispersion" des types de matériels fournis, souligne-t-on dans l'entourage de Florence Parly.

L'Afrique en bref

• Cameroun/Violences. Un gendarme tué dans le sud-ouest anglophone

Au moins un gendarme a été tué dimanche dans le sud-ouest anglophone du Cameroun où la situation était "extrêmement tendue" hier, a appris l'AFP de sources concordantes.

• Centrafrique/Justice. Viols d'enfants : non-lieu en faveur de soldats français

Trois ans après des accusations de viols d'enfants en Centrafrique visant des militaires français, la justice française a écarté la perspective d'un procès au terme d'une enquête délicate qui laisse des questions en suspens et des parties civiles déçues.

• Egypte/Présidentielle. Le neveu de Sadate renonce

Mohamed Anouar El-Sadate, neveu de l'ancien président Sadate et ancien député, devenu une voix dissidente, a annoncé hier qu'il ne serait pas candidat à la présidentielle de mars 2018, dénonçant un climat non propice pour un scrutin libre.

• Guinée équatoriale/Politique. Un militant de l'opposition décède en prison

Le principal parti d'opposition en Guinée équatoriale, Citoyens pour l'Innovation (CI), a annoncé hier qu'un de ses militants était décédé dans la nuit de samedi à dimanche en prison à la suite de torture.

• RD Congo/Rébellion. Trois militaires tués dans l'est



Photo : AFP

Trois militaires congolais ont été tués hier dans une attaque attribuée aux rebelles ougandais musulmans des ADF dans l'est de la République démocratique du Congo, après plus de deux heures de violents combats, selon un témoignage recueilli par l'AFP.

• Sénégal/Troubles. Un "homme armé" tué en Casamance

Un "homme armé" a été tué dimanche lors d'accrochages avec des militaires sénégalais et un groupe d'hommes en armes en Casamance, la région forestière du sud du Sénégal où l'armée recherche les auteurs du massacre de 14 coupeurs de bois, a indiqué hier un porte-parole militaire.

Nigeria/Près de quatre ans après leur enlèvement

" Nous ne reviendrons pas "

AFP
Kano/Nigeria

C'est ce qu'affirment 14 lycéennes de Chibok, otages de Boko Haram, dans une nouvelle vidéo diffusée par le groupe islamiste.

LE groupe jihadiste nigérian Boko Haram a diffusé hier une nouvelle vidéo montrant 14 présumées lycéennes enlevées à Chibok (nord-est) en avril 2014.

"Nous sommes les filles de Chibok (...) Par la grâce de Dieu, nous ne vous reviendrons pas", affirme l'une des jeunes filles s'exprimant au nom du groupe apparaissant dans cette vidéo de 21 minutes, dont trois tiennent des nourrissons dans leurs bras. C'est la première vidéo de ce genre depuis le mois de mai, lorsqu'une jeune femme affirmant être l'une des 219 lycéennes enlevées, était apparue brandissant une arme et refusant elle aussi de ren-



Photo : AFP

Sans qu'on sache si elles l'ont fait librement ou pas, 14 des lycéennes de Chibok enlevées voilà bientôt quatre ans ont exprimé leur refus de "revenir".

trer chez elle. Aucun élément n'indique quand et où ce message a été enregistré, ni si les personnes présentes sont sous la contrainte. « Nous plaignons les autres filles de Chibok qui ont choisi de retourner au Nigeria. Dieu vous a bénies et vous a amenées au "caliphat" (...) mais à la place, vous avez choisi de retourner dans la mécréance »,

poursuit-elle à propos des filles ayant réussi à s'échapper lors de leur enlèvement il y a presque quatre ans. La jeune fille s'adresse aussi à leurs parents : "Vous devez vous repentir (...) les flammes de l'enfer sont votre destin si vous ne vous repentez pas, car Allah nous a créés pour que nous l'adorions". Elle remercie également le

chef du groupe jihadiste, "notre père Abubakar Shekau, qui nous a mariées. Nous vivons dans le confort (...) Abubakar Shekau est notre chef". Donné plusieurs fois pour mort, Shekau apparaît lui aussi sur la vidéo, tirant avec une mitrailleuse lourde avant de délivrer un sermon d'environ 13 minutes. Au total, 276 filles avaient

été enlevées en avril 2014 dans leur lycée à Chibok (Etat du Borno), suscitant une vague d'indignation internationale. 57 d'entre elles s'étaient échappées au moment de leur enlèvement et 107 ont été retrouvées, secourues ou libérées aux termes de négociations entre le gouvernement et les insurgés islamistes. Boko Haram, qui signifie "l'éducation occidentale est un péché", a mené des campagnes sanglantes contre les professeurs et les étudiants dans le nord-est du Nigeria, où ils veulent installer leur Califat. Boko Haram, qui utilise les enlèvements de masse pour recruter, a enlevé des dizaines de milliers de personnes, que l'armée nigériane libère au fur et à mesure de la reprise de territoires auparavant occupés par les islamistes. Depuis 2009, le conflit a fait au moins 20 000 morts et 2,6 millions de déplacés au Nigeria.